

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Unemployment Insurance Benefit Entitlement Adjustments (Pension Payments) Act

Loi sur le réexamen de l'admissibilité aux prestations d'assurancechômage (pension)

S.C. 1987, c. 17

L.C. 1987, ch. 17

Current to June 10, 2013

À jour au 10 juin 2013

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31. (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit:

31. (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Codifications comme élément de preuve

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi

Incompatibilité

NOTE

This consolidation is current to June 10, 2013. Any amendments that were not in force as of June 10, 2013 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

NOTE

Cette codification est à jour au 10 juin 2013. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 10 juin 2013 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

Section		Page	Article		Page
	An Act respecting the treatment of pension payments in determining certain unemployment insurance benefit entitlements and to amend the Unemployment Insurance Act, 1971			Loi concernant la prise en compte de la pension pour la détermination de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage et modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage	
	SHORT TITLE	1		TITRE ABRÉGÉ	1
1	Short title	1	1	Titre abrégé	1
	INTERPRETATION	1		DÉFINITIONS	1
2 3	Definitions Application of Unemployment Insurance	1	2 3	Définitions Application de la Loi de 1971 sur	1
	Act, 1971	2		l'assurance-chômage	2
	GENERAL	2		DISPOSITIONS GÉNÉRALES	2
4	Consideration of benefit entitlement with respect to pension payments	2	4	Réexamen de l'admissibilité : pension	2
5	Consideration of benefit entitlement with respect to post-retirement employment	2	5	Réexamen de l'admissibilité : emploi occupé après la retraite	2
6	Appeals	3	6	Appels	3
7	Charging of payments to Unemployment Insurance Account	4	7	Imputation au Compte d'assurance-chômage	4
	UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT, 1971	4		LOI DE 1971 SUR L'ASSURANCE- CHÔMAGE	4
	COMING INTO FORCE	4		ENTRÉE EN VIGUEUR	4
10	Coming into force	4	10	Entrée en vigueur	4



S.C. 1987, c. 17

L.C. 1987, ch. 17

An Act respecting the treatment of pension payments in determining certain unemployment insurance benefit entitlements and to amend the Unemployment Insurance Act, 1971

[Assented to 25th June 1987]

Loi concernant la prise en compte de la pension pour la détermination de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage et modifiant la Loi de 1971 sur l'assurancechômage

[Sanctionnée le 25 juin 1987]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Unemployment Insurance Benefit Entitlement Adjustments (Pension Payments) Act.*

INTERPRETATION

Definitions

2. (1) In this Act,

"Commission" « Commission »

"Commission" means the Canada Employment and Immigration Commission;

"pension" « pension »

"pension" means any retirement pension

- (a) arising out of employment,
- (b) arising out of service in the Canadian Forces or in any police force,
- (c) under the Canada Pension Plan, or
- (d) under a provincial pension plan;

"Regulations" « Règlement » "Regulations" means the *Unemployment Insur*ance Regulations.

Other words and expressions

(2) Unless otherwise provided, all words and expressions used in this Act have the same

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur le réexamen de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage (pension).

Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

et « Commission »

«Commission» La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

"Commission"
« pension »

"pension"

Définitions

«pension» Toute pension de retraite:

- a) provenant d'un emploi;
- b) provenant d'un emploi à titre de membre des Forces canadiennes ou d'une force de police;
- c) versée en vertu du *Régime de pensions du Canada*;
- *d*) versée en vertu d'un régime de pensions provincial.

«Règlement» Le Règlement sur l'assurance-chômage.

« Règlement » "Regulations"

(2) Sauf disposition contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*.

Terminologie

meaning as in the *Unemployment Insurance* Act. 1971.

Application of Unemployment Insurance Act, 1971 3. Except to the extent of any inconsistency between this Act and the *Unemployment Insurance Act, 1971*, the provisions of that Act apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of all sums paid or payable under this Act as though those sums were paid or payable as or on account of benefits under that Act and the Commission has, in relation to any matter that may arise under this Act, the same powers that it has in relation to any such matter under that Act.

3. Sauf cas d'incompatibilité, la *Loi de 1971* sur l'assurance-chômage s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux sommes payées ou payables en vertu de la présente loi comme si elles l'étaient au titre des prestations prévues par cette loi, et la Commission est investie, pour toute question régie par la présente loi, des pouvoirs que lui confère cette loi en la matière.

Application de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

GENERAL

Consideration of benefit entitlement with respect to pension payments

- **4.** The Commission shall consider the entitlement to benefit of any claimant
 - (a) who made an initial claim for benefit before January 5, 1986, and
 - (b) whose benefits were eliminated or reduced as a result of the deduction, pursuant to sections 57 and 58 of the Regulations as those sections read on January 5, 1986, from the benefits otherwise payable to the claimant of moneys paid or payable to the claimant after January 4, 1986 on a periodic basis or in a lump sum on account of or in lieu of a pension,

and shall calculate the additional amount of money, if any, to which the claimant would have been entitled if the moneys had not been deducted from the benefits otherwise payable to the claimant and pay that additional amount of money to the claimant.

Consideration of benefit entitlement with respect to postretirement employment

- **5.** (1) The Commission shall consider the entitlement to benefit of any claimant
 - (a) whose benefits were, prior to the coming into force of this Act, eliminated or reduced as a result of the deduction, pursuant to sections 57 and 58 of the Regulations as those sections read on January 5, 1986, from the benefits otherwise payable to the claimant of moneys paid or payable to the claimant after January 4, 1986 on a periodic basis or in a lump sum on account of or in lieu of a pension,
 - (b) who had obtained employment after the moneys referred to in paragraph (a) first became payable to the claimant and for whom

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4. La Commission est tenue de réexaminer l'admissibilité aux prestations du prestataire qui remplit les conditions suivantes:

Réexamen de l'admissibilité : pension

- *a*) il a formulé une demande initiale de prestations avant le 5 janvier 1986;
- b) ses prestations ont été supprimées ou réduites du fait que, conformément aux articles 57 et 58 du Règlement, dans leur version du 5 janvier 1986, les sommes qui lui ont été payées ou qui lui étaient payables après le 4 janvier 1986 sous forme de montant périodique ou forfaitaire au titre ou au lieu d'une pension ont été déduites des prestations qui lui étaient par ailleurs payables.

Elle doit ensuite calculer le montant supplémentaire qui aurait été payable au prestataire si la déduction n'avait pas été effectuée et lui verser ce montant.

- **5.** (1) La Commission est tenue de réexaminer l'admissibilité aux prestations du prestataire qui remplit les conditions suivantes:
 - a) ses prestations ont été, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, supprimées ou réduites du fait que, conformément aux articles 57 et 58 du Règlement, dans leur version du 5 janvier 1986, les sommes qui lui ont été payées ou lui étaient payables après le 4 janvier 1986 sous forme de montant périodique ou forfaitaire au titre ou au lieu d'une pension ont été déduites des prestations qui lui étaient par ailleurs payables;
 - b) il avait obtenu un emploi après que ces sommes lui étaient devenues payables pour

Réexamen de l'admissibilité : emploi occupé après la retraite a benefit period was established on the basis of weeks of insurable employment that were accumulated from that employment while the moneys referred to in that paragraph continued to be paid to the claimant, and

(c) who has, prior to the coming into force of this Act or within twelve months thereafter, applied to the Commission in writing, in the form and manner approved by the Commission, requesting that the claimant's entitlement to benefit be considered by the Commission,

and shall calculate the additional amount of money, if any, to which the claimant would have been entitled if the moneys referred to in paragraph (a) had not been deducted from the benefits otherwise payable to the claimant and pay that additional amount of money to the claimant.

Deemed termination of benefit period

- (2) Where a claimant referred to in subsection(1)
 - (a) had a benefit period that existed after January 4, 1986,
 - (b) has accumulated from the employment referred to in paragraph (1)(b) the minimum number of weeks of insurable employment necessary to permit the establishment of a new benefit period for the claimant, and
 - (c) makes a new initial claim for benefit and requests that the benefit period referred to in paragraph (a) be terminated or be deemed to have been terminated on a day specified by the claimant that is after the minimum number of weeks referred to in paragraph (b),

the benefit period referred to in paragraph (a) shall terminate or be deemed to have been terminated on the day so specified by the claimant, notwithstanding that it may have terminated on any other day under subsection 20(6) of the Unemployment Insurance Act, 1971, and a new benefit period shall be established or be deemed to have been established for the claimant beginning on the first day of the week next following that day.

6. For greater certainty, a decision of the 1971 and sections 94 to 105 of that Act apply,

la première fois et une période de prestations avait été établie à son profit en fonction du nombre de semaines d'emploi assurable pendant lesquelles il avait exercé cet emploi tout en touchant ces sommes;

c) il lui a, avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou dans les douze mois suivant celle-ci, demandé par écrit, conformément aux modalités qu'elle a approuvées, de réexaminer son admissibilité.

Elle doit ensuite calculer le montant supplémentaire qui aurait été payable à ce prestataire si la déduction visée à l'alinéa a) n'avait pas été effectuée et lui verser ce montant.

- (2) Pour le prestataire visé au paragraphe (1), la période de prestations en cause prend fin ou est réputée prendre fin à la date qu'il a précisée même si, aux termes du paragraphe 20(6) de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, elle peut prendre fin un autre jour, si les conditions suivantes sont réunies:
 - a) cette période de prestations existait après le 4 janvier 1986;
 - b) il a exercé l'emploi visé à l'aliéna (1)b) pendant le minimum de semaines d'emploi assurable nécessaire pour l'établissement d'une nouvelle période de prestations;
 - c) il a formulé une nouvelle demande initiale de prestations et demandé que cette période de prestations prenne fin ou soit réputée prendre fin à telle date, postérieure au minimum de semaines d'emploi assurable.

Une nouvelle période de prestations est alors établie ou réputée l'être et elle commence le premier jour de la semaine qui suit la date précisée.

Commission under this Act may be appealed in the like manner as a decision of the Commission under the Unemployment Insurance Act,

6. Il est entendu que le prestataire peut en appeler d'une décision rendue par la Commission aux termes de la présente loi selon les modalités prévues en cette matière par la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, les articles 94 à

Fin de périodes de prestations

Appels

Appeals

with such modifications as the circumstances require, to an appeal under this Act.

Charging of payments to Unemployment Insurance Account 7. For greater certainty, any sum payable to a claimant under this Act shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund and charged at the time the sum is paid to the Unemployment Insurance Account in the like manner as any sum paid as or on account of benefits under the *Unemployment Insurance Act, 1971* and shall be deemed to be a sum to which the claimant was entitled as or on account of benefits under that Act.

UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT, 1971

- **8.** [Amendments]
- **9.** [Amendment]

COMING INTO FORCE

Coming into force

10. This Act shall come into force or be deemed to have come into force on April 5, 1987.

105 de cette loi s'appliquant, compte tenu des adaptations de circonstance.

7. Il est entendu que les sommes payables à un prestataire aux termes de la présente loi sont payées sur le Fonds du revenu consolidé et, au moment de leur versement, portées au débit du Compte d'assurance-chômage de la même manière que celles qui sont payables au titre des prestations en vertu de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*. Elles sont réputées constituer des sommes auxquelles le prestataire avait droit au titre des prestations prévues à cette loi.

Imputation au Compte d'assurancechômage

LOI DE 1971 SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

- 8. [Modifications]
- 9. [Modification]

ENTRÉE EN VIGUEUR

10. La présente loi entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur le 5 avril 1987.

Entrée en vigueur